

JANVIER 2023 / NUMÉRO 7

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*



Qatargate

La valse des valises de billets au Parlement européen.



Notre belle Europe

Découvrons ensemble le Danemark et sa capitale.

UNION EUROPÉENNE : UN NOUVEL IMPÉRIALISME ?





**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**

**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
COMPOSANT LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID**



**ILS VOUS DÉFENDENT
AU PARLEMENT EUROPÉEN**

**JORDAN BARDELLA • THIERRY MARIANI • DOMINIQUE BILDE • VIRGINIE JORON • JEAN-PAUL GARRAUD
CATHERINE GRISET • GILLES LEBRETON • JEAN-FRANÇOIS JALKH • AURÉLIA BEIGNEUX • PHILIPPE OLIVIER
ANNIKA BRUNA • FRANCE JAMET • ANDRÉ ROUGÉ • MATHILDE ANDROUËT • JEAN-LIN LACAPELLE
MARIE DAUCHY • ÉRIC MINARDI • PATRICIA CHAGNON**

ÉDITOS 5

Jean-Paul Garraud, président de la
Délégation française du Groupe ID

Jordan Bardella, vice-président du
Groupe Identité et Démocratie

ACTUALITÉS EUROPÉENNES 6

Ocean Viking / Russie / Qatargate



VIE QUOTIDIENNE 8

**L'Union européenne s'en prend aux voi-
tures et motos**

Environnement, pollution...

SUR LE TERRAIN 10

**Conférences-débats : Où va l'Europe ?
Île de La Réunion, un territoire que nos
élus n'oublent pas**

**Des députés français au contact de la
réalité libanaise**

DOSSIER THÉMATIQUE 14 À 19



Emmanuel LYNCH, essayiste
Éric BRANCA, journaliste
Marine Le Pen, députée



NOTRE BELLE EUROPE 20



A la découverte...

Le Danemark et Copenhague

TRIBUNES 24 & 25



LU POUR VOUS 26

**Un parcours exemplaire :
François Cheng de l'Académie française**

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Directeur de la publication : Philippe Olivier - Groupe ID
Rue Wiertz, 60 Bruxelles 1047 - Belgique

Imprimeur : Agence Unanime

Photo de couverture : Drapeau français Arc de Triomphe - Simon/Adobe Stock

Photo 4^e de couverture : Kim Agersten/AP/SIPA



IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE

DÉLÉGATION RASSEMBLEMENT NATIONAL DU PARLEMENT EUROPÉEN

COLLOQUES THÉMATIQUES



*« Si vous aussi vous voulez participer au combat des idées,
vous pouvez assister ou suivre nos colloques
en direct sur les réseaux sociaux ! »*

**Vous souhaitez
participer
au prochain colloque ?**

DITES-LE NOUS !



Nous allons vous faire aimer l'Europe !



**Jean-Paul
Garraud.**

Président de la
Délégation française du
Groupe ID

J'ai choisi, en ouverture de cette revue, ce titre quelque peu provoquant pour deux raisons :

- Sur le fond, comme vous le savez, **nous ne confondons pas l'Europe qui est une civilisation avec l'Union européenne** qui la voit comme un grand marché sans limite.

- De manière plus concrète, nous avons décidé de passer le magazine « Vu d'Europe » que vous avez entre les mains de trimestriel à mensuel. Il nous a, en effet, semblé important de vous tenir informés très concrètement, à la source, c'est-à-dire en réalité, de l'endroit où se prennent aujourd'hui beaucoup de décisions, les instances de l'UE.

« Vu d'Europe », se donne pour ambition de vous offrir chaque mois un panorama aussi complet que possible de ce qui se passe en Europe et tout particulièrement au Parlement européen. Vous verrez combien l'Europe, notre Europe, l'Europe des peuples et des cultures, est riche de ses idées, de ses initiatives et, surtout, de sa millénaire diversité.

Avec les dîners-débats que nous avons lancés dans toute la France pour présenter les grandes problématiques européennes, avec les colloques dont le cycle mensuel a été ouvert en décembre à Paris sur le thème des Empires et des Nations, **nous souhaitons vous associer au combat pour l'Europe qui est aussi le combat pour la France.**

Ce travail d'information qui procède du légitime compte-rendu de mandat est aussi **une invitation à vous intéresser à un débat qui, au-delà de nos libertés et de la souveraineté de notre peuple, met en jeu notre conception du monde et de l'homme.**



Jordan Bardella.

Vice-président du Groupe Identité et Démocratie

L'année qui vient de s'achever aura jeté un profond discrédit sur l'Union européenne. En matière migratoire d'abord, l'UE s'est avérée incapable de faire face aux nouvelles vagues migratoires auxquelles nous sommes confrontés. En 2022, plus de 280 000 personnes ont franchi les frontières de l'UE de manière illégale. Loin de prendre la mesure du défi qui se présente à nous, la Commission a poursuivi son plan de répartition des migrants dans les États membres. En matière économique, l'inaction européenne a conduit à un taux d'inflation supérieur à 10 % en 2022 dans l'Union. **Aveuglée par l'idéologie de la concurrence, la Commission refuse toujours de réformer le marché européen de l'électricité**, dont les règles conduisent à indexer le prix de l'électricité sur celui du gaz et alimentent l'explosion des prix. Par sa passivité volontaire, l'UE est responsable de la détresse des nombreux foyers français qui se retrouvent en situation de précarité énergétique. Elle est responsable de la situation de faillite que de nombreux petits commerces, comme nos boulangeries, vont connaître. Elle est responsable de la mise à l'arrêt de notre industrie, contrainte de multiplier les plans de chômage partiel.

Mettre fin à l'impuissance européenne

Dans cette situation difficile, **les pays qui s'en tirent le mieux sont ceux qui ont eu la volonté politique de s'affranchir de certaines règles européennes absurdes.** L'Espagne et le Portugal, qui ont obtenu une dérogation aux règles du marché européen de l'électricité, bénéficient désormais d'une électricité bon marché. Les Italiens, les Néerlandais, les Allemands et les Polonais peuvent respirer un peu grâce à la baisse de la TVA sur l'énergie. L'Espagne a supprimé la TVA sur les produits de première nécessité, une mesure que nous réclamons depuis un an en France. Sur le plan migratoire, le Danemark a décidé d'examiner les demandes d'asile dans les pays d'origine. L'Autriche et la Hongrie, qui ont pris acte de l'échec de la politique migratoire européenne, ont signé un accord pour reprendre en main le contrôle de leurs flux migratoires.

En 2023, nous aurons le devoir de mettre fin à l'impuissance européenne et aux interminables conciliabules bruxellois. Nous continuerons à combattre pour que la France suive la voie de ces pays qui se libèrent du carcan des règles technocratiques européennes et pour une réforme profonde du fonctionnement de l'Union qui permette à chaque État de mener une politique conforme à ses intérêts.

OCEAN VIKING**MACRON APPLIQUE « LE PACTE DES MIGRATIONS » AVANT MÊME SON ADOPTION**

L'affaire de l'*Ocean Viking*, ce bateau taxi utilisé pour amener sur les côtes européennes des migrants recueillis en mer, est emblématique du chaos migratoire.

Ocean Viking : un scandale de bout en bout

Au nom du principe détourné de recueil des naufragés, les ONG ont organisé vers l'Europe un véritable pont maritime et nous ont imposé une nouvelle filière d'immigration illégale vers nos pays. Comment en effet admettre que ces bateaux puissent agir impunément en violant le droit ?

Le droit de la mer aurait dû, en effet, les conduire à accoster « au port le plus proche » c'est-à-dire en Tunisie et non de l'autre côté de la Méditerranée. On remarquera aussi que les personnes recueillies se sentent si peu éligibles au statut de « réfugié » qu'elles se sont évanouies dans la

nature dès leur arrivée en France sans en avoir réclamé le bénéfice. Elles savent, avant même de partir, qu'il leur suffit de poser le pied sur le sol français pour ne plus en être expulsées.

Migrations : Macron joue le bon élève de la classe UE

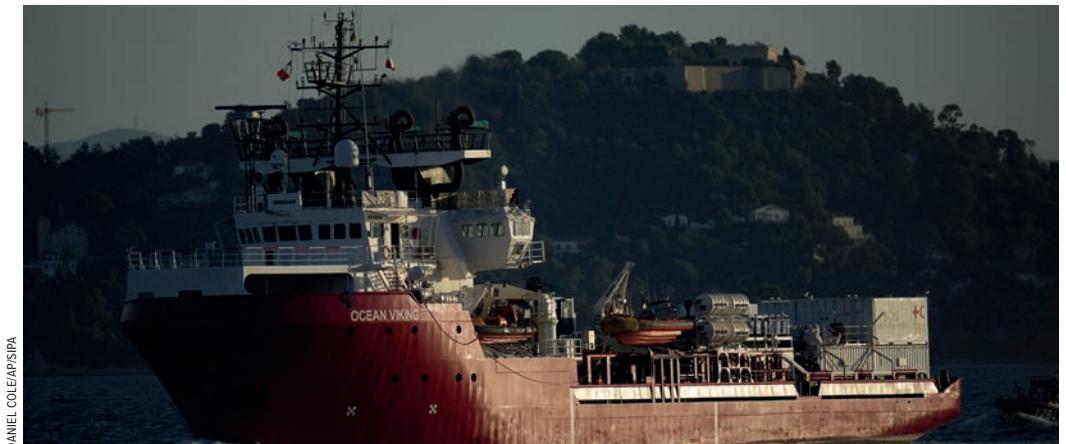
En accueillant, l'*Ocean Viking*, E. Macron montre en réalité qu'il met en œuvre, avant même son adoption, « le pacte d'immigration ». Ce texte européen, encore en discussion, prévoit notamment de « sécuriser les cheminements des migrants vers l'Europe ». D'un point de vue institutionnel, cette nouvelle législation dessaisira les États européens de leur compétence migratoire au profit de l'UE qui elle-même la délèguera aux ONG. C'est exactement ce qui vient de se passer dans l'affaire de l'*Ocean Viking*. Le laxisme

des dirigeants français est encore plus scandaleux car la France, qui avait refusé l'*Aquarius* il y a quelques années, se positionne pour la première fois en tant que port d'accueil.

Crise diplomatique avec l'Italie

En plus de son zèle déplacé, le gouvernement français n'a pas hésité à créer une crise diplomatique avec l'Italie. Pour tenter de se justifier, il a cru bon, en effet, de mettre en cause « l'inhumanité » de l'Italie qui avait refusé l'accostage. Pourtant, la nouvelle présidente du Conseil italien, l'énergique Georgia Meloni, n'a fait que respecter le droit national et international ainsi que l'intérêt bien compris de son pays. Tout montre que pour l'Union européenne, comme pour nos dirigeants, l'immigration n'est pas un problème mais un projet. ●

Arrivée du navire Ocean Viking dans la rade de Toulon le 11 novembre 2022. Un appel d'air à l'immigration sur l'Europe qui annonce une submersion de nos pays



DANIEL COLE/APS/PIRA



La socialiste Eva Kaili, le 22 novembre 2022, à Strasbourg : lors d'un débat sur le Moyen-Orient, elle avait fait la promotion du Qatar

Ukraine - Russie : l'UE dans la surenchère

Le 23 novembre, le Parlement européen a voté un texte qualifiant la Russie d'État parrain du terrorisme (sic). En prenant le risque d'une inutile surenchère verbale, l'Union européenne cherche à s'ériger en juge. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a déclaré qu'elle souhaitait mettre en place un tribunal spécial, soutenu par les Nations Unies, chargé d'enquêter et de poursuivre Moscou pour les crimes commis en Ukraine.

Signal diplomatique majeur de la part d'une institution n'ayant aucun réel pouvoir en la matière, la résolution a toutefois déclenché une cyberattaque immédiate venant de Russie. Si les crimes de guerre doivent être poursuivis et condamnés, la lecture médiatique de l'invasion russe de la part des élites européennes prouve malheureusement que la précipitation, les excès de langage et les sanctions ont réduit les capacités diplomatiques européennes, désormais sans marge de manœuvre et condamnées à toutes les exagérations.

Non seulement la conception juridique d'un État sponsor du terrorisme n'existe même pas en droit européen, mais ce vote prend surtout le contrepied total des positions souveraines de la France, de l'Allemagne et de nombreuses capitales du Vieux Continent. Emmanuel Macron a lui-même refusé cette désignation, expliquant qu'une telle évolution serait contreproductive. Le Parlement européen devrait donc se rappeler que la guerre et la diplomatie ne sont pas des jeux et que c'est à la Nation de conduire la diplomatie de la France.

Ludwig Knoepffler

Scandale de corruption par le Qatar au Parlement européen

Depuis décembre 2022, le Parlement européen est secoué par une affaire de corruption sans précédent. La vice-présidente sociale-démocrate grecque Eva Kaili ainsi que l'ancien eurodéputé italien Pier-Antonio Panzeri, fondateur de l'ONG Fight Impunity et Luca Visentini, président de Confédération internationale des syndicats, ont été écroués dans le cadre de l'enquête sur des faits de corruption en relation avec le Qatar. Qatar qui aurait versé d'importantes sommes d'argent destinées à influencer en sa faveur des décisions au sein de l'institution européenne, en particulier sur les sujets relatifs aux droits de l'homme, aux affaires étrangères, aux visas ou à l'aéronautique.

Des valises de billets

Avec plus de 1,5 million d'euros saisis au cours de dizaines de perquisitions menées dans plusieurs pays, le Qatargate est l'affaire de corruption la plus grave ayant ébloué l'institution. Nous voyons enfin une partie de la vérité sur les liens troubles qu'entretiennent certaines élites avec les dictatures islamistes du Golfe. Bruxelles, d'habitude si encline à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dans le monde, s'en retrouve bien embarrassée.

Les socialistes au cœur du scandale

De hauts cadres bruxellois comme Roberta Metsola, présidente du Parlement ou Raphaël Glucksmann, pourtant président de la commission sur les ingérences étrangères, jouent les vierges effarouchées.

« Personne ne savait, personne n'a rien vu » et ce en dépit du discours particulièrement bienveillant adopté vis-à-vis du Qatar ces derniers mois, jusque dans le propre groupe de Raphaël Glucksmann...

L'UE dans la tourmente

Depuis des années, l'Union européenne et de nombreux États ferment les yeux sur l'entrisme du Qatar.

Toute la lumière doit être faite sur cette affaire et sur toutes les tentatives d'ingérence au sein de l'UE.

C'est pourquoi, la Délégation Rassemblement National a déposé, au nom du Groupe ID, une résolution demandant la création d'une commission d'enquête immédiate sur cette affaire mais également la suspension des dossiers à l'étude liés au Qatar ainsi qu'une plus grande transparence des activités des ONG. Nous le devons aux peuples européens, dont la méfiance pour nos institutions et la démocratie ne cesse de croître.

L'UNION EUROPÉENNE S'IMMISCE PARTOUT. EXPLICATIONS

AUTOS - MOTOS : L'UE DÉRAPE

Les persécutions contre les usagers de la route sont sans limite. Désignés comme des « ennemis » par les intégristes verts de l'Union européenne, ils sont traqués de tous côtés en dehors même du prix inadmissible des carburants et le niveau de la fiscalité automobile. Quelques exemples.

Un nouveau contrôle technique

Depuis 2014, l'Union européenne a mis dans les tuyaux la question du contrôle technique des deux, trois et quatre roues supérieurs à 125 cm³. Pour laisser à chacun le temps de s'habituer à cette nouvelle contrainte administrative, l'entrée en vigueur était prévue pour le 1^{er} janvier 2022. En 2022, le gouvernement qui avait décidé son instauration en France a fait marche arrière, avant que le Conseil d'État ne vienne, comme par hasard, le rétablir par une décision du 31 octobre.

Malgré les manifestations, notamment de motards, c'est donc en juin prochain que cette nouvelle obligation s'appliquera.

2035 : l'interdiction de

vendre des véhicules thermiques neufs

Le 9 juin 2022, les députés ont, dans leur majorité et à l'exception du Groupe ID, applaudi un vote qui décide l'interdiction de la vente des voitures thermiques neuves à partir de 2035.

Cette date, comme ces honteux applaudissements, marqueront l'histoire industrielle européenne puisqu'ils scellent le suicide d'une de nos plus florissantes industries. **Ce seront des milliers d'emplois qui seront concernés par cette mesure absurde d'un point de vue technique et économique.**

Quand on sait qu'on ne peut développer une filière industrielle qu'en s'appuyant sur son marché intérieur, cette décision, pour nos

pays, marque la fin de leur filière des automobiles thermiques. Elle a évidemment réjoui tous les autres pays producteurs de véhicules comme la Chine, la Corée ou les États-Unis qui se voient ainsi débarassés d'un concurrent mondial.

Le 9 décembre, le perspicace ministre des Transports d'Italie et chef de la Legua italienne, Matteo Salvini repris en écho par la présidente du Conseil italien Georgia Meloni a affirmé refuser cette perspective.

Visiblement, la résistance aux aberrations vertes se met en place.



ÉCOLOGIE PUNITIVE DE L'UE
Tout le monde sera puni !

Nos voitures à la poubelle ?

On le voit, le tandem gouvernement-UE s'est ligué pour rendre illégale l'utilisation de nombre de nos voitures encore utilisables dans de bonnes conditions écologiques.

Pour les millions de Français qui n'ont pas accès aux transports publics et n'ont pas les moyens d'acquérir un véhicule électrique à 30 000 euros, ces mesures brutales et indifférenciées constituent des atteintes inadmissibles à leur liberté de circuler.

Pour la France qui a déjà du mal à assurer l'approvisionnement électrique du pays, c'est, avec le tout électrique, s'engager dans une impasse.

Les zones à faibles émissions (ZFE)

Comme s'il fallait prendre en état les automobilistes coupables aux yeux des extrémistes verts de crime contre la planète, la France a mis en place les zones à faibles émissions (ZFE) qui visent à interdire sur trois ans les véhicules prétendument polluants dans les villes et leurs abords : au 1^{er} janvier 2023, les diesels d'avant 2001 et les véhicules à essence d'avant 1997 ; à partir du 1^{er} janvier 2024, seront concernés les diesels d'avant 2006 ; à partir du 1^{er} janvier 2025, les diesels d'avant 2011 et les « essence » d'avant 2006. Pour les automobilistes modestes, cela signifie l'interdiction de se déplacer.



Tout électrique : que faut-il en penser ?

La voiture électrique est-elle vraiment le véhicule « zéro pollution » qu'elle prétend ? Sûrement pas !

Le véhicule électrique, s'il fait partie d'un ensemble de réponses mises à la disposition du consommateur face à la crise environnementale, n'est certainement pas la solution miracle.

Les trois principaux défauts des voitures électriques

1. L'Europe ne dispose pas des capacités de production électrique suffisantes pour passer au tout-électrique.
2. Les batteries des véhicules électriques exigent des métaux rares, principalement extraits en Chine, de même qu'au Chili, en Bolivie et en République démocratique du Congo, dans des conditions environnementales et sociales désastreuses.
3. Nous ne disposons pas, pour le moment, de filières de production autonome de batterie.

Notons par ailleurs que la quantité de dioxyde de carbone incompressible émise lors de la fabrication d'un véhicule électrique est le double de celle d'un véhicule thermique.

« Plus-value écologique du tout électrique » ? On a le droit d'en douter.

MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉNERGIE

LE PIÈGE DONT IL FAUT SORTIR

En dehors de l'erreur de stratégie énergétique d'avoir abandonné la filière du nucléaire, nos dirigeants ont cru bon d'arrimer le prix de notre électricité sur le marché européen. Or, cet arrimage qui apparaît technique entraîne, en réalité, des conséquences considérables. Le prix de notre électricité, autrefois la moins chère d'Europe, est désormais fixé en fonction du gaz.

Le résultat c'est une explosion des prix avec des conséquences dramatiques en chaîne : l'atteinte au pouvoir d'achat des particuliers contraints de baisser la température de leurs logements, l'étranglement des collectivités publiques obligées d'éteindre l'éclairage public ou de fermer des piscines, l'écrasement des activités économiques consommatrices d'énergie.

Des artisans comme les boulangers se voient acculés au dépôt de bilan à cause des factures énergétiques énormes, des entreprises réduisent ou parfois arrêtent certaines activités industrielles comme William Saurin ou la cristallerie d'Arques.

La baguette de pain, symbole de la tradition française est devenu le symbole des absurdités bureaucratique de l'Union européenne

Reprenons le contrôle de nos prix

Les députés européens du Rassemblement National se sont immédiatement prononcés pour la sortie des règles absurdes du piégeux Marché européen de l'Énergie comme l'ont fait, avec bonheur pour leurs pays, les Espagnols et les Portugais.

Ils défendront cette position lors des prochains débats du Parlement européen

A la lumière de cette crise, les Français comme les Européens peuvent mesurer l'importance du débat sur l'énergie, un débat qu'il faut aborder, non avec des visions d'une écologie idéologique et obscurantiste, mais avec le sens de l'intérêt national.



Douche froide pour les « électromobilistes » : le coût de la recharge explose



La crise énergétique est en train de ruiner l'argument majeur de la voiture électrique dont le coût de la recharge explose. Le journal le Monde révèle que le coût de 100 km réalisés sur le réseau Belib' à Paris coutera plus cher qu'en véhicule essence. Sur la Bretagne, le réseau Ouest Charge annonce que le prix de sont kilowatt va plus que doubler dans les prochaines semaines.

Conférences-débats dans toute la France

OÙ VA L'EUROPE ?

Vos députés **Rassemblement National** ont entamé une tournée sur le thème « **Où va l'Europe** », à travers toute la France pour aller à la rencontre des Français et leur livrer leur vision de l'Europe de Bruxelles : pour une Europe des Nations contre l'impérialisme de l'Union européenne !

Les Français se posent de nombreuses questions sur cette Union européenne déconnectée de leurs territoires.

Vos députés RN ont donc décidé d'aller à leur rencontre pour leur apporter un éclairage sur ce qu'est véritablement l'Union européenne aujourd'hui : les instances qui la composent, son fonctionnement, son budget, etc. Mais aussi leurs propositions pour une Europe des Nations !

Des rencontres studieuses et conviviales

Ces rencontres qui débutent par une présentation sont l'occasion de débattre mais aussi de nourrir la réflexion dans un cadre convivial et propice aux échanges.

Les sujets évoqués sont nombreux : Comment s'opposer à l'extension territoriale sans limite de l'Union européenne ? Comment s'opposer au Pacte des migrations, outil de l'Union européenne pour organiser la submersion migratoire ? Pourquoi défendre le localisme contre l'écologie punitive ...

45 dîners-débats en deux mois

Tous vos députés RN se mobilisent pour aller à votre rencontre, vous parler de leur combat parlementaire et écouter vos inquiétudes. Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française, s'est rendu dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Oise, Philippe Olivier sillonne les routes de France pour animer de nombreuses rencontres et Virginie Joron est allée dans la Sarthe où elle a axé sa présentation sur la question de la gestion scandaleuse du covid et de la vaccination...

Une vision alternative de l'Europe

Vos députés présentent une alternative à cette Union européenne qui ne considère pas l'Europe comme une communauté de civilisation mais au contraire comme un grand marché extensible à l'infini. Au-delà, c'est la conception de l'Homme qui est posée, un Homme que l'UE réduit à sa fonction d'agent économique (consommateur ou producteur).

Cette tournée se poursuivra en 2023. Soyez donc attentifs, il est très probable qu'une de ces rencontres se déroule non loin de chez vous.

VdV



JEAN-PAUL GARRAUD DANS L'OISE



CATHERINE GRISET ET AURÉLIA BÉGNIEUX
À BOULOGNE-SUR-MER



PATRICIA CHAGNON DANS LA SOMME



THIERRY MARIANI À NICE



MARIE DAUCHY EN SAVOIE



JEAN-LIN LACAPPELLE DANS L'AINES

VOS DÉPUTÉS SILLONNENT LA FRANCE POUR VOUS PARLER D'EUROPE



VIRGINIE JORON DANS LA SARTHE



FRANCE JAMET À LA ROCHELLE



GILLES LEBRETON EN ILLE-ET-VILAINE



PHILIPPE OLIVIER EN ARDÈCHE



MATHILDE ANDROUËT EN INDRE-ET-LOIRE



Ile de La Réunion

UN TERRITOIRE PAS OUBLIÉ PAR NOS ÉLUS



Par
André ROUGÉ
Député français
au Parlement
européen.

La Réunion, c'est un paysage de carte postale qui ne doit pas masquer la réalité : 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, près de 40 % des 18-30 ans sont au chômage, les produits de consommation sont en moyenne 10 % plus chers que dans l'Hexagone. Les élites françaises et bruxelloises ont totalement abandonné ces territoires.

Ce n'est pas le cas d'André Rougé qui, dès 1986, n'a cessé de chercher à améliorer le quotidien de nos compatriotes ultramarins.

Un programme dense et riche

En décembre avec Jordan Bardella, vice-président du Groupe ID, il s'est rendu une nouvelle fois à La Réunion avec un programme aussi dense que riche d'échanges.

Après un tour au marché du Chaudron de Saint-Denis à la rencontre des habitants, André Rougé s'est rendu à l'École d'Apprentissage Maritime de La Réunion. Lors de cette

visite, il a pu présenter le projet d'une grande Agence européenne de la Mer, semblable à l'Agence spatiale européenne, dont le but serait d'établir une meilleure coopération entre les différentes institutions et de mieux exploiter – en respectant les ressources naturelles – les richesses maritimes ; cette proposition a rencontré un franc succès auprès des acteurs locaux.

Grâce à l'outre-mer, la France possède le 2^e domaine maritime mondial

C'est avec cette même volonté de valoriser nos Îles éparées et « l'économie bleue » chère à André Rougé qu'il s'est ensuite rendu à la préfecture des Terres australes et antarctiques françaises.

Au cours de ce déplacement, il a tenu à effectuer une visite au Régiment du Service militaire adapté de La Réunion qui est une formation permettant la réinsertion par

40 %

de la population vit sous le seuil de pauvreté

40 %

des 18-30 ans sont au chômage



ANDRÉ ROUGÉ SUR LE MARCHÉ DU CHAUDRON

l'apprentissage d'un métier pour les jeunes entre 18 et 25 ans. André Rougé souhaite étudier une éventuelle généralisation en métropole.

Un dîner-débat à la rencontre des habitants

Enfin, le séjour s'est clôturé avec un dîner-débat pour dresser un premier bilan européen à mi-mandat, en présence de Jordan Bardella, de Johnny Payet, maire de La Plaine-des-Palmistes et de 80 invités.

Cette visite montre à quel point le Groupe Identité et Démocratie est attentif à la vie des territoires, de tous nos territoires n'y compris les plus éloignés. ●



JORDAN BARDELLA ET ANDRÉ ROUGÉ À L'USINE SUCRIÈRE DE BOIS ROUGE



À LA PRÉFECTURE DES TERRES AUSTRALES ET ANTARTIQUES FRANÇAISES

BILAN DE MANDAT PRÉSENTÉ LORS D'UN DÎNER-DÉBAT

Déplacement au Liban

LES DÉPUTÉS FRANÇAIS AU CONTACT DE LA RÉALITÉ LIBANAISE

La vocation historique de la France au Proche Orient est multiséculaire. L'amitié entre notre pays et le Liban n'a d'ailleurs jamais été démentie. De Saint Louis aux officiers de la France libre, ce lien si spécial a créé une proximité linguistique, culturelle et religieuse entre Paris et Beyrouth qui est une richesse pour nos deux pays.

Thierry Mariani accompagné de Jordan Bardella, Jean-Lin Lacapelle et Annika Bruna s'est donc rendu auprès du peuple libanais et de ses représentants. Ce déplacement fut l'occasion de rencontres multiples avec les plus hauts dirigeants libanais, dont l'ancien chef de l'État, le président Michel Aoun, et l'actuel premier ministre, Najib Mikati.

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de rencontrer de nombreux ministres et présidents de commissions parlementaires, ainsi que des élus des principaux partis chrétiens. Ils ont détaillé nos positions constantes sur le Proche Orient, à rebours des politiques déficientes de l'Union Européenne dans cette région.

A tous, ils ont dit notre engagement sans faille pour les chrétiens d'Orient, pour la stabilité et la neutralité du Liban, ainsi que pour une solution rapide et concertée permettant le retour des réfugiés syriens présents au Liban dans leur patrie. L'arrivée de deux millions de réfugiés syriens dans un pays qui compte six millions d'habitants constitue un péril démographique et sécuritaire qui pourrait conduire à l'implosion du pays et à des déferlements migratoires vers l'Europe.

Les échanges ont permis aux députés français d'approfondir leur perception de la crise économique sans précédent que connaît le Liban et des difficultés de toute la société à se relever du choc psychologique de l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020.



JORDAN BARDELLA AVEC DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSOCIATION SOS CHRÉTIENS D'ORIENT



ANNIKA BRUNA ET THIERRY MARIANI AU MARCHÉ DE NOËL DE BATROUN

AVEC MICHEL MOUSSA, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DES DROITS DE L'HOMME

UNION EUROPÉENNE : VERS UN NOUVEL IMPÉRIALISME ?

Colloque de Paris, 9 décembre 2022



*« Avec l'UE nous sommes passés
d'une organisation internationale
au fédéralisme et du fédéralisme
à l'impérialisme. »*

Jean-Paul Garraud

Colloque Empires et Nations - 9 décembre 2022





EUROPE DE BRUXELLES UN NOUVEL EMPIRE

Intervention de Philippe Olivier

Il peut être curieux de s'interroger sur l'histoire des Empires et des Nations qui semble être un débat plus universitaire que politique. Or, ce débat permet d'éclairer les phénomènes politiques qui se déroulent devant nos yeux.

L'Union européenne qui s'organise met en place un super État qui a vocation à centraliser, autour d'une oligarchie basée à Bruxelles, la direction et le contrôle de tous les États et de tous les citoyens du continent européen.

Il a semblé intéressant aux députés du Groupe ID du Parlement européen d'essayer de décrypter le déménagement institutionnel auquel nous assistons. La réflexion a été menée lors d'un grand colloque à Paris le 9 décembre dernier qui a réuni, aux côtés des députés européens, des intellectuels de renom.

L'échange a, de manière incontestable, mis en évidence la dérive impériale de l'Union européenne. Et comme l'a rappelé Marine Le Pen dans sa conclusion : « Qui dit impérial dit impérialisme ! ».

L'histoire du monde peut se résumer à la lutte des empires contre les nations et, avant les nations, les peuples.

Les Nations relient leurs membres par une culture, une langue, une histoire communes. Ceux-là sont unis affectivement et humainement par une conscience nationale, par un sentiment d'appartenance qui crée, comme dans une même famille, une solidarité naturelle et l'envie de partager une communauté de destin.

Les empires, au contraire, sont des entités politiques créées artificiellement, souvent par la conquête militaire, avec toujours la volonté de domination et de soumission.

À y regarder de plus près, l'Union européenne qui s'accapare sans cesse de nouveaux pouvoirs, s'achemine doucement vers un grand État européen centralisé. De manière cohérente, elle accompagne ce mouvement d'un effacement de nos États et la dilution des peuples.



*Philippe OLIVIER
Député européen
« L'oligarchie allemande
impose sa vision impériale
à l'Europe »*



*Les travaux du colloque
ont été conclus par
Marine Le Pen*

ici avec

*Balazs Hidveghi (député hongrois),
Gerolf Annemans (député flamand)
et Gunnar Beck (député allemand)*

A l'origine, la construction européenne se présentait, en effet, comme un espace de coopération internationale (« entre nations »). Au fil des années, elle a évolué vers une conception confédérale puis fédérale et maintenant centralisatrice et, disons-le, « impériale ».

On aurait pu penser qu'après la chute de l'Empire soviétique qui avait fait planer son ombre rouge de sang sur le continent et sur le monde, les dirigeants européens auraient compris le caractère venimeux de la psychologie impériale. Pourtant, c'est vers cette forme de gouvernement que s'achemine aujourd'hui la construction européenne.

Avec Maastricht, l'UE bascule

Le basculement institutionnel remonte à 1992 avec le traité de Maastricht où l'on est passé de la Communauté européenne (communauté : « ce que l'on met en commun ») à l'Union européenne (union : « ne faire qu'un »). Il serait plus exact de parler de « fusion européenne ».

L'Union européenne s'efforce ainsi de ressembler à un État en en usurpant tous les signes distinctifs : un drapeau, une devise, un hymne, des institutions, des tribunaux, une monnaie, la libre circulation intérieure, un budget, une dette commune, ...

Les européistes avouent leur vision impérialiste

En 2021, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie d'Emmanuel Macron, publiait un ouvrage intitulé « le nouvel empire : l'Europe du vingt et unième siècle ».

Le livre n'a pas beaucoup d'intérêt en lui-même mais a le mérite majeur de révéler publiquement et dans son titre le projet des européistes : la constitution d'un empire.

La marque de l'oligarchie

Cette dérive d'une Union européenne impériale ne relève pas du hasard. Ceux que l'historiographie officielle nomme pompeusement « les pères de l'Europe », comme Coudenhove-Kalergi, Monnet ou Schuman, ne cachaient nullement leur volonté de faire disparaître les nations européennes et de noyer la diversité des peuples dans un grand ensemble continental centralisé.

L'Europe qui se construit procède de l'idéologie mondialiste, une inspiration qui l'incline, contre les Nations, vers la vision impériale.

Bien sûr, il n'est pas possible de comparer l'UE avec les empires fauteurs de guerres et génocidaires du XX^e siècle, mais force est de constater que l'oligarchie allemande, Angela

Merkel et Ursula von der Leyen plus récemment, ont entraîné l'Europe dans une logique de soumission des peuples et des Nations.

De tous temps, il s'est en effet trouvé des hommes pour vouloir dominer les pays avec des autorités supranationales.

Civilisationnels, marchands, conquérants, religieux ou coloniaux, les empires partagent tous les mêmes caractéristiques et sont mus par la croyance d'être l'aboutissement de l'Histoire.

L'Histoire : un cimetière d'empires

Pourtant, l'histoire en témoigne. Les empires sont des constructions artificielles qui ne se maintiennent que par la ruse, la menace ou la force. À la fin, ce sont toujours les nations, réalités charnelles et authentiques, qui l'emportent.

Défendons les Nations de notre Europe !



Empire de l'UE ?

Les européistes le revendiquent. Dans « Le Nouvel Empire, L'Europe du vingt et unième siècle », Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances français depuis 2017, se fait l'avocat du Nouvel Empire de l'Union européenne, un « Empire paisible » qui « doit avoir sa propre souveraineté ». Il invite ainsi l'Union européenne à assumer sa vocation impériale. Il appelle à la désignation d'une autorité suprême incarnée, d'un Président européen c'est-à-dire selon ses termes (P 95) « un président élu par les peuples européens qui prendrait la direction de nos destins ». Il ajoute « Le mot empire sonne comme une provocation en Europe.... Pour autant, je ne vois aucun autre mot pour désigner la volonté de nous rassembler... A un archipel, nous pouvons encore préférer un empire ». B. Le Maire P 99 à 102

LE MAIRE Bruno,
Le Nouvel Empire, L'Europe du vingt et unième siècle, Paris, Gallimard, 2019.

Aujourd'hui l'Union européenne coche toutes les cases de ce qui constitue un empire

☑ Une autorité centrale

La « Commission Européenne » est une autorité non élue et bureaucratique qui constitue l'autorité centrale de l'Empire de l'UE qui dirige moins en vertu des traités qu'à partir de directives qu'elle édicte seule.

☑ La négation de la volonté des peuples

Les référendums qui n'ont pas approuvé le processus de fusion comme aux Pays-Bas et en France en 2005 ont été contournés. L'UE se construit sans les peuples et souvent contre les peuples.

☑ Des peuples relégués au rang de « populations à administrer »

L'UE ne voit pas dans les territoires « conquis » des peuples distincts qu'il faut respecter mais un ensemble de personnes indifférenciées venues d'Europe et d'ailleurs.

☑ Des prétendues valeurs supérieures

L'UE promeut « les valeurs de l'Union » qui priment sur l'intérêt des États et même la volonté des électeurs. Les tribunaux européens imposent leur vision aux peuples.

☑ Des citoyens qui deviennent des sujets

Le pouvoir s'éloigne chaque jour davantage des citoyens vers des autorités bruxelloises diffuses, autoritaires et toujours irresponsables.

☑ Une volonté d'expansion permanente

L'UE, en quête de toujours plus de puissance, ne cesse de vouloir accaparer des pouvoirs supplémentaires au détriment des États. Elle cherche à s'étendre territorialement, y compris au-delà du continent européen, avec par exemple l'adhésion de la Turquie.

☑ Une fausse promesse d'éternité

L'UE se présente comme la forme achevée de la modernité politique, comme une évidence historique qui serait sensée la rendre immortelle. Pourtant, comme tous les empires, comme l'URSS qui vécut 72 ans, cette organisation fabriquée est mortelle.

LES EMPIRES C'EST LA GUERRE LES NATIONS C'EST LA PAIX



ILLUSTRATION DE LA GUERRE - ADOBESTOCK

Les conflits mondiaux du XX^e siècle ont été provoqués par les empires. Ce sont les nations qui ont ramené la paix

Parce qu'ils induisent une volonté d'expansion permanente et un esprit de domination des peuples, les empires portent en eux l'idée de conquête et de soumission.

L'Empire romain a conquis les peuples du bassin méditerranéen, celui d'Alexandre les contrées jusqu'à l'Inde, l'Empire napoléonien porta la guerre dans toute l'Europe.

Au XX^e siècle, ce sont les empires qui ont voulu les grandes confrontations. La guerre de 14 a été provoquée par l'Empire austro-hongrois déclinant et l'Empire allemand de Guillaume II qui ambitionnait d'asseoir sa domination sur l'Europe continentale. Deux décennies plus tard, c'est le III^{ème} Reich hitlérien, empire meurtrier et génocidaire qui voulut asservir les peuples européens. Puis, ce fut l'URSS, empire idéologique et conquérant qui tenta d'imposer son oppression.

Dans tous ces cas, ce sont les nations qui firent face et ramenèrent en Europe, le respect, la stabilité et la paix.

« Après les états-nation d'Europe, un état- empire en Europe ? »

“ **E**mpire mongol de Gengis Khan, Empire babylonien de Nabuchodonosor ou plus récemment Empire soviétique, plusandes caractéristiques sont communes aux empires.

L'Union européenne possède les caractéristiques d'un Empire

Force est de constater que ces caractéristiques sont presque toutes partagées par l'Union européenne.

▶ Comme un empire, l'UE est dans une logique d'expansion territoriale avec les projets d'adhésion de la Turquie ou de l'Albanie par exemple.

▶ Comme un empire, l'UE a mis en place une citoyenneté commune avec le traité de Maastricht qui a donné la citoyenneté de l'UE à tous ses ressortissants.

▶ Comme un empire, l'UE demande à être idolâtrée. Pensons à la « construction européenne » à laquelle il est demandé de croire comme dans une divinité.

▶ Comme un empire, l'UE est un gouvernement commun à plusieurs peuples et nations : le processus progresse depuis l'embryon de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, Euratom et la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, l'UE et son traité de Maastricht en 1992 et enfin le traité de Lisbonne en 2007 qui donne une constitution à l'Empire.



Après avoir synthétisé les travaux et noté la pertinence des analyses développées par les orateurs, Marine Le Pen a conclu en présentant sa vision de l'Europe.

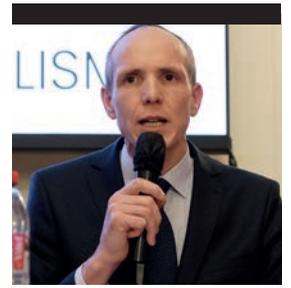
« ... De ce raisonnement, pris en creux, nous pouvons déduire pour la France et l'Europe un contre-projet politique et même philosophique : la liberté et non l'assujettissement, la diversité et non l'uniformité, la volonté et le respect et non la contrainte et le mépris.

Nous croyons dans la coopération européenne, dans la synergie de peuples qui ont une histoire commune, des intérêts communs, des valeurs communes, et surtout, en commun, le goût de la liberté qu'ils ont fait partager au monde.

Nous ne croyons pas dans un homme nouveau, convergence des idiologies de la déconstruction, mais dans un homme ancien, un homme attaché à son histoire, à sa famille, à son pays, à sa culture, à sa civilisation.

A l'empire froid et artificiel, nous opposons une réalité charnelle et affective qui s'appelle la Nation.

Disons-le, personne ne peut ressentir la moindre affection pour un ensemble qui s'invente des héros de pacotille ou illustre ses



Emmanuel LYNCH

Ingénieur, économiste et historien

L'Union européenne prend les caractéristiques d'un État

Ces constructions politiques reposent sur des traités dits « supranationaux » qui gouvernent les Nations, qualifiés ainsi en raison de leur nature différant des traités dits « internationaux » qui définissent les relations entre Nations libres dans un domaine particulier.

Comme le précise la théorie du droit, l'UE possède un territoire, une population et un pouvoir organisé mais aussi ce qu'on appelle la souveraineté qui elle-même se manifeste par quatre compétences régaliennes :

- Faire les lois : c'est le cas avec le Parlement européen ;
- Rendre la justice : c'est le cas avec la Cour de justice de l'UE ;
- Battre monnaie : c'est le cas de la zone euro ;
- Décider de la paix et de la guerre : ça commence à être le cas depuis 2022 avec le financement d'un des belligérants du conflit russo-ukrainien.

Il n'y a guère qu'une caractéristique que l'UE ne partage pas (encore) avec les grands empires de l'Histoire... c'est celle de s'effondrer.



**Éric
BRANCA**
Historien et journaliste

Lors du colloque de Paris vous avez établi une comparaison entre l'UE et l'URSS. Pourquoi comparer l'Union européenne à l'URSS alors que la première revendique sa vocation pacifique tandis que l'autre s'est imposée par la force ? Qu'est ce qui peut les rapprocher selon vous ?

« Cette différence n'est qu'apparente puisque l'UE fait aujourd'hui la guerre sans le dire... Tout comme l'URSS qui présentait ses interventions militaires comme des opérations de « pacification » !

Faire naître un homme nouveau

Mais ce qui frappe surtout, c'est la convergence des moyens utilisés pour parvenir à des objectifs certes antagonistes – le primat du marché dans un cas ; l'avènement du socialisme dans l'autre – mais aboutissant au même résultat : faire table rase du passé pour construire un édifice totalement nouveau. Et même un homme nouveau, ne devant rien à l'Histoire et tout à l'idéologie.

La normalisation

L'obsession de la norme est le plus frappant. Il faut, dans les deux cas « normaliser » la société pour l'adapter à la « finalité » du système.

« La liberté et non l'assujétissement »

billets de banque des représentations virtuelles, des ponts ou des bâtiments qui n'existent pas. Et parce que personne n'adhère à des fictions, les empires sont condamnés à perdurer par la ruse, le chantage, la menace et parfois la force. C'est le cas, il faut bien le dire, de l'UE comme son attitude vis-à-vis de la courageuse Hongrie le montre.

Nous ne croyons pas davantage à la pertinence d'une démarche d'extension permanente sorte de fuite l'UE, alors que la démocratie, l'écologie, l'efficacité économique, l'humanité de relations appellent la proximité et, en matière économique, le localisme.

« L'Union européenne a bien des points communs avec l'URSS »

Cette notion de « finalité » est commune à l'ancien droit soviétique comme au droit communautaire forgé par la jurisprudence de la Cour de justice européenne (CJEU). Et son corollaire, c'est « l'utilité ». Vychinski, le procureur tristement célèbre des procès de Moscou, et Souslov, l'inventeur du concept de « souveraineté limitée » disaient que le droit socialiste devait d'abord être utile à la Révolution.

Le droit au service du projet politique

La CJUE, elle, défend un principe analogue, dit de « l'effet utile » : si une loi nationale n'est pas « utile » à l'édification de l'Europe unie, elle ne doit pas être appliquée. C'est ainsi que 80 % des législations nationales sont désormais d'origine européenne. Ce qui, en prenant les choses à l'envers, signifie que les élus du peuple n'ont plus leur mot à dire que sur 20 % des sujets !

Souvenons-nous de l'avertissement de l'ex-dissident soviétique Vladimir Boukovski aux Européens :

« J'ai vécu dans votre futur, et ça n'a pas marché ». Pour échapper à son destin, l'URSS s'était lancée dans une fuite en avant qui lui a été fatale.

Dès que son expansion a marqué le pas, elle s'est effondrée. L'UE est passée de six membres en 1957 à 27 en 2013. Malgré le Brexit et la faillite de la Grèce, elle pense à intégrer l'Ukraine, l'Albanie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro la Serbie... et encore et toujours la Turquie.

L'URSS a duré 72 ans ; l'UE vient de fêter ses 70 ans ! À vous de conclure.

Propos recueillis par Victoria de Vignerot

Notre nouvelle rubrique va nous permettre de visiter les États membres de l'Union européenne et de mieux connaître leurs représentants des partis partenaires du Groupe Identité & Démocratie.



À la découverte...

du Danemark et de Copenhague



Capitale : Copenhague
Reine : Margrethe II
Population : 6 millions
Langue : danois

Pour ce premier voyage, nous avons choisi le Danemark et vous proposons quelques jolies haltes dans ce pays doux et charmant. Nous avons posé quelques questions au député européen du parti Populaire Danois, Anders Vistisen

Le Danemark est le pays européen où la population est considérée comme la plus heureuse au monde. Ce qui étonne au premier abord, c'est l'ambiance détendue qui y règne et plus encore dans les campagnes et petites villes des bords de mer. Imaginez que dans une petite ville côtière, vous puissiez laisser votre maison ouverte et aller vous baigner, en laissant votre vélo près d'un arbre sans l'attacher... Dans ce royaume scandinave, c'est courant.

À Copenhague, il fait bon se promener en toute sécurité et visiter une ville européenne de caractère.

Que vous baladiez dans le fameux quartier Christiania, ville libre et hippie, ou dans les jardins du Tivoli, vous serez frappés par l'ambiance apaisée de la ville. Sur les quais marchands (*Nyhavn*) aux façades de maisons colorées et aux bateaux amarrés dignes d'une carte postale, vous pourrez déguster le fameux *smørrebrød*, le sandwich emblématique de la ville, avec poissons, oignons et divers condiments et sauces.

La visite du siège du Parlement, situé dans le château de Christiansborg, où bat le cœur de l'État danois (la Cour suprême y siège également) vaut le détour, puisque sur place vous aurez accès à la plus haute tour de Copenhague.



COPENHAGUE PAR SERGII FIGURNYI - ADOBESTOCK

Vikings et art contemporain

Les deux musées les plus importants du pays vous feront voyager à travers 20 000 ans d'histoire européenne et nordique avec un bond au cœur de la création artistique contemporaine.

Le Musée national de Copenhague renferme une collection impressionnante sur l'histoire du pays et du monde entier, et comprend notamment une division ethnologique remarquable.

Vous y verrez une momie européenne importante, la fille d'Egtved qui date de l'Âge du bronze (environ 1 400 ans avant J.C). Vous pourrez aussi admirer les copies des cornes d'or de Gallehus de la période viking, dont les originales dataient du V^e siècle de notre ère.



HEATHER COMPER - WIKIMEDIA

Musée Karen Blixen

Karen Blixen (1885 - 1962), un écrivain hors du commun

Arrivée en 1914 en Afrique-orientale (aujourd'hui le Kenya), la danoise Karen Blixen va y vivre dix-sept ans avant de revenir au Danemark et poursuivre son œuvre littéraire. Son plus célèbre roman, « La ferme africaine », paraît en 1937 sous son nom de plume Isak Dinesen : « J'ai possédé une ferme en Afrique, au pied du Ngong. La ligne de l'Equateur passait par les montagnes à vingt-cinq milles au nord. Mais ma ferme se trouvait à deux mille mètres d'altitude. En milieu de journée, on avait la sensation d'être tout près du soleil, cependant, les après-midi et les soirées étaient claires et fraîches, et les nuits froides ».

Le réalisateur Sidney Pollack en tirera un film magnifique, Out of Africa en 1985 avec Meryl Streep et Robert Redford. La maison de Blixen, nichée entre bois et mer à 20 km de Copenhague est désormais un musée, avec ses pièces authentiques (notamment sa cuisine, référence à son autre fameux livre Le festin de Babette), où sont aussi présentés ses objets personnels.

Elle repose sous un grand hêtre, dans un superbe parc, qui est aussi une réserve d'oiseaux.



IK&039S WORLD TRIP - WIKIMEDIA

Louisiana Museum

Le Louisiana Museum se situe à 35 km de Copenhague ; c'est tout bonnement l'un des plus célèbres musées d'art contemporain du monde. Bâti dans les années 1950, son architecture moderniste est fondue dans le paysage et la verdure, avec une vue magnifique sur la mer.

La collection de plus de quatre mille œuvres est à la hauteur de sa réputation, d'Alberto Giacometti à Roy Lichtenstein. Les expositions extrêmement travaillées sur des artistes depuis 1945 en font un lieu passionnant.

À NE PAS MANQUER

MUSÉES

- >> Musée Karen Blixen
Rungsted Strandvej 111,
Rungsted Kyst
- >> Musée national du Danemark - Ny Vestergade 10, Copenhague
- >> Le Louisiana Museum - Gl. Strandvej 13, Humlebæk

INSOLITE

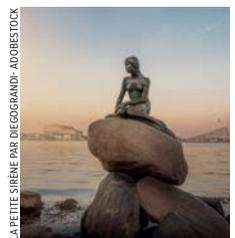
- >> Brasserie Carlsberg, Créée au XIX^e siècle, elle est le 4^e brasseur au monde et emploie 40 000 personnes



BRASSERIE CARLSBERG - WIKIMEDIA

MONUMENT

La Petite Sirène est une statue en bronze située dans le port de Copenhague, elle représente le personnage du conte éponyme d'Andersen



LA PETITE SIRÈNE PAR DIEGOGRANDI - ADOBESTOCK



ALEXANDER - ADOBESTOCK 36896821



LE DANEMARK : 6 MILLIONS D'HABITANTS, 1 419 ÎLES, UNE REINE



Le Danemark est un pays d'Europe, entre la mer du Nord et la mer Baltique. Avec une superficie de 43 000 km² et une longueur totale de côtes de 7 000 km, il est le 23^e plus petit pays d'Europe. Ces 6 millions d'habitants vivent sur les quelques 1 400 îles que compte le pays.

Membre de l'espace Schengen, il ne fait pas partie de la zone euro et utilise sa propre monnaie, la « Couronne Danoise ».

Monarchie constitutionnelle, le pays est doté d'un système parlementaire stable. Depuis 1972, Margrethe II de Danemark règne sur le pays, dirigé depuis 2019 par la Première ministre sociale-démocrate Mette Frederiksen. ●

.....
Musée des
bateaux
vikings,
Roskilde

UNE POLITIQUE MIGRATOIRE RESTRICTIVE



Disposant d'un régime particulier au sein de l'Union européenne, le Danemark développe une politique très restrictive en matière d'immigration. Il utilise tous les moyens pour réduire au minimum les demandes d'asiles déposées. L'immigration illégale est réduite.

Les conditions pour obtenir la nationalité danoise sont parmi les plus dures d'Europe.

Procédures complexes et exigences sont un cocktail qui marche : la plupart des idées amenant à la politique limitant l'immigration sont dues à l'action du Parti du Peuple Danois, membre du Groupe Identité & Démocratie au Parlement européen. Le Danemark est la preuve qu'un pays européen peut limiter l'immigration s'il le décide. ●



.....

Château de Christiansborg. Palais royal et bâtiment gouvernemental situé sur l'île de Slotsholmen au centre de Copenhague. C'est le siège du Parlement danois, du Ministère d'État et de la Cour Suprême.



La Délégation danoise du Groupe Identité & Démocratie est composée d'un député, Anders Vistisen, qui vient de prendre la place de Peter Kofod, fraîchement élu au Parlement danois en 2022. Il est membre du Parti Populaire Danois, Dansk Folkeparti.



Le Parti Populaire Danois (Dansk Folkeparti, en abrégé DF ou DFP) a été créée en 1995. Il défend une ligne sociale et a été le premier à s'opposer au laxisme migratoire.

Son action a fini par obliger tous les gouvernements à suivre une politique très restrictive en matière d'immigration. En 2015 avec 21 %, il se classe 2^{ème} parti au Danemark.

Après les élections de 2022, il dispose d'une représentation parlementaire nationale. Au Parlement européen, le Parti Populaire Danois siège au sein du Groupe ID.

Pouvez-vous vous présenter et parler de votre parcours ?

Je m'appelle Anders Vistisen, j'ai 35 ans et je vis à Herning au Danemark avec ma femme et mes deux enfants. J'ai étudié le droit à l'université d'Aarhus. J'ai été membre du Parlement européen de 2014 à 2019 et depuis 2019 jusqu'à aujourd'hui, je travaille dans les relations publiques. Depuis l'élection générale danoise du 1^{er} novembre, je siège de nouveau au Parlement européen.

Quel est pour vous le principal événement culturel de votre pays et le monument que vous chérissez le plus ?

L'événement culturel principal au Danemark est Noël.

Le monument que je chéris le plus est la pierre de Jelling, qui marque le jour où le Roi viking, Harald Blåtand, a converti le Danemark au christianisme.

Quel est votre artiste danois préféré ? Quel est votre personnage historique danois préféré ?

Mon artiste préféré est Lars Lilholt qui est un célèbre musicien danois de rock et de folk rock. Je

pense que le personnage historique danois le plus important est N. F. S. Grundtvig qui était un prêtre, un politicien et un poète. Il a fait partie du premier parlement danois, a aidé à rédiger la première constitution danoise. Grundtvig est le père de l'école secondaire populaire.

Quel est l'élément le plus important que vous souhaitez défendre au Parlement européen ?

La défense des États membres, la souveraineté nationale et l'autodétermination sont les choses les plus importantes à défendre contre le fédéralisme de l'UE.

Quel est votre plat danois préféré ?

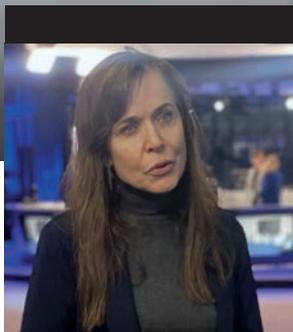
Mon plat danois préféré est la brioche au curry. Ce n'est pas un plat traditionnel danois, mais dans un vie quotidienne chargée et deux enfants en bas âge, c'est un plat que nous dégustons fréquemment à la maison.

Pourquoi êtes-vous entré en politique ?

Je suis entré en politique parce que je voulais défendre mon pays contre l'immigration massive, le fédéralisme européen et préserver notre mode de vie chrétien.



EN PREMIÈRE LIGNE POUR DÉFENDRE LE DROIT DES FEMMES



**Annika
BRUNA**

**Député européen
Membre de la commission du droit des femmes
et de l'égalité des genres**

“**J**e m'attache à défendre les droits des femmes au sein de l'Union européenne.

J'ai mis notamment en exergue le comportement irresponsable de nos propres institutions qui financent des associations proches des Frères musulmans et font la promotion de pratiques contraires à la liberté des femmes.

La liberté dans le hijab ?

Citons l'exemple de la campagne de communication « La liberté est dans le hijab » de la Commission européenne. À l'heure où des femmes sont torturées, emprisonnées et assassinées pour avoir osé enlever leur voile ou manifesté pour ce droit, ce type de communication apparaît déplacé.

J'ai tenu à organiser en début d'année une conférence pour dénoncer l'impact néfaste de l'immigration massive sur la sécurité et la liberté des femmes en Europe, en soulignant l'importation de rites et pratiques peu compatibles avec nos modes de vie occidentaux.

À plusieurs reprises, j'ai demandé de mettre un terme à cette submersion migratoire et appelé au devoir d'assimilation des personnes déjà installées sur notre territoire.

Lutte contre les violences

Dans mon travail parlementaire, je lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants au sein du domicile conjugal, sur le lieu de travail et dans l'espace public. Les violences domestiques ne cessent en effet d'augmenter. La crise du Covid-19 qui a aggravé le phénomène a permis de mettre en lumière l'échec de nos gouvernements

pour les limiter. Nous devons inciter les États membres à consacrer des moyens financiers et matériels suffisants pour assister les victimes. D'autre part, il faut inlassablement interpellier nos gouvernements sur ces sujets et les inciter à rétablir les peines planchers pour les crimes, à inscrire les harceleurs de rue au fichier des délinquants sexuels et à expulser les délinquants étrangers.

En matière de violences sexuelles, il faut aussi dénoncer l'omerta qui règne dans les sphères de pouvoir et l'impunité dont les agresseurs et les violeurs profitent.

Revaloriser les professions féminisées

Il ne faut pas seulement assurer un environnement sécurisé aux femmes mais également améliorer leurs conditions de travail. Dans les métiers à forte représentation féminine, comme

le secteur des soins, le manque de moyens et l'urgence de rendre ces professions plus rémunératrices sont criants.

Réintégration des personnels non vaccinés

C'est pourquoi j'ai appelé à une revalorisation des conditions de travail et des salaires du personnel de santé. Devant la pénurie de soignants, j'ai demandé la réintégration du personnel non vacciné, ce qui concerne de nombreuses femmes.

Enfin, j'ai soutenu, avec mes collègues, le projet de directive pour un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse.

Un livret thématique sur les droits des femmes est en préparation.



Patricia CHAGNON

Membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Et si on réagissait ?

Comment l'Europe doit-elle réagir face au rouleau compresseur technologique qui déboule sur nous. L'Europe doit-elle se résigner à rendre les armes numériques avant même d'avoir vraiment combattu ? Nous ne le pensons pas.

Il y a une dizaine d'années, avec le sens de la communication génial qui lui est propre, Laurent Alexandre tirait la sonnette d'alarme sur le retard de l'Europe en matière numérique. Une décennie plus tard, l'Union Européenne se pâme d'esquisser une réponse par la production de textes, des textes sensés réglementer l'activité boulimique des géants du numérique.

“L'Union avait fait une promesse celle du progrès. Force est de constater qu'en laissant passer la révolution numérique quand les américains prenaient le large avec les Gafam et les Chinois avec les BATX, l'UE européenne ne pas brillé par sa clairvoyance ni son esprit inventif.

L'UE n'a rien vu venir

L'UE n'a pas vu arriver internet, ni le navigateur internet, ni le moteur de recherche, ni les réseaux sociaux amicaux ou politiques, ni la vidéo sur internet, ni le smartphone et encore moins celui avec grand écran, ni les tablettes, ni aujourd'hui la technologie GPTChat qui permet de susciter automatiquement par l'IA des textes à partir de données existantes.

Nous ne maîtrisons rien, n'anticipons rien et subissons les surprises technologiques qui surgissent.

Des ripostes sous-dimensionnées

Aujourd'hui la question d'un moteur de recherche est presque dépassée quand les avancées techniques se succèdent à un rythme effréné sans qu'aucune limite à la créativité des géants du numérique ne les contienne.

Une ligne Maginot règlementaire

La RGPD (règlement général sur la protection des données), le NSI 2 sur la Cybersécurité, l'Intelligence artificielle act sur le régime de responsabilité en matière d'IA, le DMA sur les pratiques anticoncurrentiel, le DSA sur les contenus illicites sont autant de dispositions, certes vertueuses, mais qui relèvent de la posture législative.

On n'arrêtera pas le torrent technologique avec une ligne Maginot règlementaire.

Sortir de l'incantation pour entrer dans l'action

L'heure n'est plus au constat sur nos faiblesses ni à d'angéliques leçons de morale à des entités si puissantes qu'elles ont les moyens de les mépriser mais aux propositions pour faire passer l'Europe dans l'âge du numérique.

La première question se résume à la taille critique de toute entreprise numérique. Il est évident que lorsque la puissance dépend de données croisées et donc du nombre d'utilisateurs, il est important de disposer d'un marché potentiel de plusieurs centaines de millions de personnes c'est-à-dire au moins à l'échelle continentale. En second lieu, le niveau des investissements nécessaire exige une puissance dont pas un seul pays européen même dit riche ne dispose.

On en conclut que la maîtrise de la technologie numérique sera difficilement nationale mais relève assez naturellement d'une coopération européenne et donc d'une prise de conscience continentale et d'une volonté qui l'accompagne.

L'Europe doit se fixer deux objectifs :

- Elle doit tout d'abord relever le défi des infrastructures en qualité de réseau et de couverture, en data pour conserver la matière première que sont les données, en capacité de calculs, en centres de recherche, en capacité de rémunération des chercheurs, ...

- Elle doit ensuite mettre en place un écosystème fertile qui permettent la coopération entre les états volontaires, la naissance et l'éclosion de start-up et l'ascension au niveau mondial de champions européens.

Pour l'Europe, il est plus que temps de sortir de l'incantation pour rentrer dans celui de l'action.

UN PARCOURS EXEMPLAIRE

« Une longue route pour m'unir au chant français » François Cheng de l'Académie française

Edition : Albin Michel

Prix : 17,90€

Pages : 244

Voici une déclaration d'amour à la France du plus français des poètes chinois, du plus chinois des poètes français. François Cheng ne s'est pas contenté de s'intégrer, il est devenu le meilleur d'entre nous.

Né en 1929 à Nanchang, François Cheng arrive à Paris à l'âge de 19 ans pour fuir le communisme, après avoir vécu les affres de l'invasion japonaise. Il ne connaît pas même les rudiments de la langue mais décide de se fixer dans notre pays. Ce jour-là, il choisit la France, patrie de cœur dont il sera officiellement citoyen en 1971 après avoir renoncé à la nationalité chinoise.

Auteur pléthorique de poésies, d'essais et de romans, François Cheng se livre ici à un nouvel exercice.

A 93 ans, l'auteur nous confie son parcours hors norme, et l'aventure de sa création poétique. L'extrême précarité matérielle des premières décennies, les difficultés à travailler sans diplômes, la barrière de la langue n'ont jamais atteint sa volonté. Cette voie fut ponctuée de rencontres décisives : Gide, Vercors, Lacan. Elle fut éclairée par la poésie française, et par son chant – c'est ainsi

qu'il appelle sa poésie – qui dès l'âge de 15 ans s'est éveillée en lui.

La richesse de François Cheng est d'avoir su lier pleinement les deux cultures « *c'est toute la culture occidentale, philosophique et artistique qui me permet de déceler ce qu'il y a de spécifiquement valable dans la pratique chinoise, tant il est vrai que la meilleure part de l'une renvoie à la meilleure part de l'autre* ».

L'amour que cet homme porte à la France nous oblige

François Cheng développe un rapport intime à la langue française. De son élection à l'Académie française en 2002 il dira : « *Ils m'invitent à participer à une œuvre commune, celle d'honorer la langue française qui a fait mon destin* ».

Arrivé au crépuscule de sa vie, le poète révère toujours sa terre d'accueil : « *Je me dois aussi de répondre à la sommation du destin concernant le devenir de la nation et mon devenir personnel.*

La nation ? C'est cette nation française qui un jour a choisi de tendre vers l'universel. Y a-t-il un peuple qui voue comme les Français une telle vénération à sa propre langue, au point d'avoir si tôt institué



une académie pour la défendre et la répandre ? Moteur de la Nation, la langue est là qui élève et unit. On comprend que la France, pour accueillir ceux qui viennent à elle, procède par intégration ».

L'amour que cet homme porte à la France nous oblige.

Un autre académicien, Alain Finkielkraut, disait récemment « *La langue française s'affaïsse et la nation aussi* ». Le combat que nous devons mener passe par la restauration de notre langue, de notre école autrefois symbole d'excellence et de méritocratie. Comme La Fontaine, Cyrano et Cheng retrouvons le goût des mots qui visent juste, touchent et bousculent. ●

Colombe Varaut



IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE



RESTEZ INFORMÉS DES ACTIONS MENÉES PAR
LES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN

IDECRYPT.EU



JE M'INFORME | JE SIGNE | J'AGIS

CHÂTEAU DE KRONBORG : situé près de la ville d'Elseneur au Danemark, inscrit sur la liste du patrimoine mondial en 2000.

Construit au XVI^e siècle, c'est un véritable symbole pour les Danois. Il a aussi servi de cadre à William Shakespeare pour sa plus célèbre tragédie, Hamlet (1603).



L'EUROPE UNE CIVILISATION